

Le régionalisme, la lutte de classes, le développement historique de l'Espagne et le socialisme

J. Posadas

7 mars 1978

En Espagne, le régionalisme est un sentiment transmis par la bourgeoisie dans le but de maintenir sa domination sur les masses. Dans le fond, c'est encore un reste de l'empire colonial espagnol. Ceux qui entretiennent encore aujourd'hui cette idée de régionalisme font partie d'un secteur très arriéré de la population. Ils ne sont pas issus du prolétariat ni de la petite bourgeoisie espagnole qui avaient participé à la guerre civile de 1936. Cette réanimation du régionalisme est directement stimulée par le capitalisme et les déficits du Parti communiste et des autres partis ouvriers en portent une grande responsabilité. Le capitalisme ne se sent pas la force de développer l'Espagne et de s'imposer au prolétariat. Il vient de sortir de la crise due à la défaite de Franco (1975): après l'avoir supporté pendant 40 ans, il doit accepter la liquidation de Franco! Le mouvement ouvrier espagnol et le prolétariat mondial, avec le soutien des Etats ouvriers et de l'URSS, ont mis le franquisme en déroute.

La revendication régionaliste s'appuie sur la partie la plus arriérée du prolétariat espagnol, ou sur des gens récemment prolétarisés. Le régionalisme est une division, une rupture de concentration de la culture, de la science, de l'art, de l'économie et qu'il affaiblit le pays.

La constitution de nations a représenté une avance dans l'histoire. Celle-ci ne fut pas très importante car elle se basait sur la propriété privée. Ce n'est pas nécessairement ainsi que cela devait se passer, mais ce progrès, même réduit, a permis un développement économique et scientifique et un progrès des gens vers une culture universelle.

La gauche n'a aucun intérêt à exiger ni à soutenir le régionalisme. Par contre la bourgeoisie y a intérêt pour mieux exploiter les masses et les maintenir sous sa domination. Elle tend ce piège pour empêcher le prolétariat d'acquérir un développement scientifique objectif et de recevoir les influences des révolutions dans le monde.

En acceptant la régionalisation, les communistes donnent l'avantage à la bourgeoisie qui essaie d'empêcher le développement de la lutte de classes et de fragmenter la classe ouvrière en plusieurs régions rivales entre elles. Le régionalisme n'est utile qu'à la bourgeoisie pour contenir la lutte des classes. La tâche de la gauche consiste à unifier et centraliser le prolétariat pour que celui-ci puisse donner une perspective progressiste à l'Espagne.

Le capitalisme espagnol a compté sur Franco pour écraser les masses et empêcher le moindre progrès. Le développement de l'économie et de l'ensemble de la société est en contradiction frontale avec le capitalisme. L'économie, la science, la technique, la culture, tendent à s'élever. Mais elles ne peuvent devenir universelles que grâce à la direction unifiée du prolétariat.

Les masses en Catalogne ou au Pays Basque, acceptent la régionalisation dans l'espoir d'affaiblir la bourgeoisie. C'est une erreur de croire cela possible. Au cours de la lutte contre le franquisme, les masses étaient parvenues à porter des coups à la bourgeoisie de cette manière. Elles croient

qu'aujourd'hui elles peuvent continuer cette lutte et affaiblir le régime capitaliste. Mais il n'y a aucune identité entre le soutien des masses à la revendication régionalisation et celui de la bourgeoisie.

Les partis communistes ont le devoir d'intervenir dans ce débat. Le principal responsable de cette erreur est le Parti communiste qui, sous Franco, a créé dans son propre sein, des "partis" régionaux. La bourgeoisie locale déclarait soutenir la régionalisation pour se défendre de Franco car ce dernier obéissait au grand capital et pas au capital moyen ou intermédiaire. Et le prolétariat acceptait de lutter pour une régionalisation comme un moyen de lutter contre Franco.

La régionalisation sert l'intérêt de la bourgeoisie et non celui du développement du pays

Il faut faire un appel aux communistes, aux socialistes, aux syndicats, afin de discuter que la régionalisation sert l'intérêt de la bourgeoisie et pas celui du développement du pays. La constitution de la nation espagnole fut un progrès de l'histoire et l'Espagne est unifiée du point de vue de son économie et ses relations sociales. La fragmentation actuelle est une régression. Pour obtenir un développement plus important du pays, il faut chasser la bourgeoisie, éliminer le capitalisme et, alors, la régionalisation ne sera d'aucune utilité.

La bourgeoisie, en général, n'est pas régionaliste. Une fois que la bourgeoisie catalane sera maître de cette région, ce qu'elle va faire c'est investir ses capitaux dans d'autres parties d'Espagne, pour étendre sa domination. Elle va constituer un pouvoir central qui écrasera les autres gouvernements régionaux. La bourgeoisie catalane se dirige surtout contre Madrid, où se concentre la grande bourgeoisie financière qui nuit à tous les autres.

Remettre cette question de régionalisme à l'ordre du jour, c'est une réaction du capitalisme et non un besoin des masses. Pour répondre aux besoins de progrès de l'histoire, il faut prendre le pouvoir, centraliser l'économie et c'en est fini du régionalisme. Les masses ne sont pas régionalistes de naissance. Si elles soutiennent cette revendication, c'est pour frapper le pouvoir central. Avant: celui de Franco; aujourd'hui, celui de Madrid qui représente le grand capital, les grandes sociétés financières et l'impérialisme. Aucun grand capitaliste catalan n'aspire réellement à la division, à la régionalisation. Ce qu'il veut c'est dominer, c'est devenir lui-même une multinationale qui s'impose au reste de l'Espagne. Voilà le fond de la question.

La conséquence de la régionalisation sera d'aggraver les conditions économiques des zones plus arriérées d'Espagne. Mais les zones plus développées, comme la Catalogne et le Pays Basque, régresseront également parce qu'elles devront dépendre beaucoup plus du capital étranger, des importations, elles ne pourront pas planifier ni même coordonner l'économie du pays, cela signifiera un coût de production énorme et un retard dans le progrès économique.

Qu'est-ce que la régionalisation apportera de plus à la culture et la science? Rien! Au contraire elle sera préjudiciable en se limitant à ce qui est "catalan" ou "basque". La Catalogne est le produit du monde, il n'y a pas une culture catalane, mais une culture universelle qui s'applique dans chaque pays.

Pourquoi la bourgeoisie a réinstauré la monarchie

Pendant les 40 ans de franquisme, la bourgeoisie n'a pas mis le roi au pouvoir. Elle soutenait Franco parce qu'il représentait un pouvoir central s'imposant aux différentes nationalités, elle le soutenait en voyant que l'essentiel pour elle était d'empêcher le mouvement ouvrier de se soulever. Mais, une fois Franco mis en échec par la révolution mondiale, par les Etats ouvriers et par le prolétariat

espagnol, il n'était plus utile à la bourgeoisie. Cette même bourgeoisie qui soutenait le pouvoir central de Franco sent la montée d'un puissant mouvement du prolétariat. Elle veut casser celui-ci, le diviser, le fragmenter au moyen de la régionalisation. Mais en même temps, elle a remplacé Franco par le roi. Pourquoi n'a-t-elle pas instauré une fédération de républiques?

Quelle est la fonction du roi? Il est un instrument de centralisation du capitalisme, pour empêcher les disputes inter-capitalistes. Il n'a aucune fonction sociale. Il ne représente pas l'un ou l'autre secteur de classe comme les partis politiques, il ne représente que le grand capital et sert à empêcher le développement de tendances bourgeoises qui lui font la concurrence.

La bourgeoisie a restauré la monarchie parce que l'instauration de la république lui aurait signifié une grande accélération de la lutte des classes et une montée rapide de la lutte des masses pour la chasser. Il faut donc s'occuper de déloger le roi et instaurer un régime démocratique soviétique, étatiser la propriété, planifier l'économie. Il faut unifier les masses espagnoles dans cet objectif, abattre le système capitaliste et résoudre les problèmes des régions.

Le régionalisme ne contribue en rien à l'histoire, à la vie, au progrès. Même d'un point de vue bourgeois, c'est la centralisation qui permet l'influence de la culture, la science, l'art, une planification de l'économie. Le régionalisme est une tentative d'empêcher l'unification des luttes, la centralisation des sentiments révolutionnaires des masses, de stimuler des préoccupations locales, des divisions. L'économie d'Espagne a besoin de se centraliser pour se développer, sinon c'est seulement un secteur limité qui en tire profit et qui, à son tour, va entrer en stagnation. Avec la régionalisation, ils ne pourront plus prétendre "continuer à être espagnols". Celle-ci engendre des sentiments régionaux et entrave la culture, la science, l'économie.

Le système capitaliste s'est démontré supérieur au féodalisme, au moyen de la centralisation des pays, c'est ainsi que l'économie s'est développée. L'étape suivante sera celle de la centralisation à l'échelle européenne et mondiale. C'est ce qu'ont commencé à faire l'URSS et la Chine qui ont unifié les différentes nationalités et généré ainsi un grand progrès économique, culturel, scientifique. En 60 ans, l'Union Soviétique a plus avancé que le système de propriété privée en mille ans.

Le régionalisme ne représente aucun progrès de l'histoire, il entretient des sentiments communs de "nationalité" pour que les masses restent soumises au pouvoir capitaliste. Le système capitaliste ne se laisse pas guider par de tels sentiments communs de nationalité, mais par le seul intérêt de l'exploitation et du profit capitaliste. Le capitalisme catalan, si cela lui convient mieux, investira dans le monde entier plutôt qu'en Catalogne. Le capitalisme utilise le régionalisme pour séparer les masses entre les différentes régions d'Espagne et les maintenir sous sa domination culturelle, qui est aussi politique.

Il faut appeler les partis communistes, socialistes, les syndicats à organiser un mouvement de lutte centralisée pour la transformation socialiste du pays, afin de résoudre les problèmes de nationalités. Il faut faire un Front unique du mouvement ouvrier communiste et socialiste avec les centrales ouvrières pour mener la lutte pour le socialisme en Espagne. Il ne faut pas se préoccuper centralement de la régionalisation, mais bien de la lutte pour prendre le pouvoir.

L'objectif du socialisme est de surmonter l'arriération que représentent les nationalités. Celles-ci ne sont pas une étape nécessaire du développement, avant de passer à une autre. Au contraire, elles représentent une régression, qui crée d'énormes difficultés dans la lutte de classes et la lutte pour le socialisme.

Les masses résistent au pouvoir central. Mais le capitalisme suscite des mobilisations en appui aux nationalités et y consacre une immense quantité d'argent, pour faire pression sur le prolétariat et pour faire croire que c'est lui qui mobilise, en Catalogne, au Pays Basque ou en Aragon. Le prolétariat qui avait essayé d'abattre le capitalisme pendant la guerre civile de 1936 n'a rien de nationaliste.

Il y a des coutumes régionales qui sont très belles, mais elles ne contribuent que de façon limitée à construire la capacité universelle d'observation de la vie humaine et de la nature. Par contre l'art, l'économie, la science qui recueillent les progrès venant de toutes parts permettent de généraliser ceux-ci et de développer les sentiments collectifs de l'humanité.

Il ne faut pas se battre contre l'appui transitoire que les masses apportent au régionalisme, mais en expliquer les limitations et montrer que la centralisation politique et la planification économique au niveau de toute l'Espagne sont supérieures. Il faut développer l'économie du pays face aux plans "autonomistes" des bourgeoisies catalane et basque, qui se mettent ensuite d'accord entre elles grâce à leurs liens avec le grand capital.

De la part de la bourgeoisie, le régionalisme a un sens réactionnaire. De la part des masses ce n'est pas une position réactionnaire, mais un attachement à des coutumes locales. Nous ne sommes plus à l'étape de la guerre civile de 1936. Il ne s'agit pas de se battre les armes à la main.

Faire du régionalisme un problème essentiel, c'est entraver le développement économique, social, politique, culturel de l'Espagne. Il faut, au contraire, défendre l'unité de l'Espagne, tout en protégeant les caractéristiques régionales, mais faire en sorte que celles-ci n'aient pas d'influence sur l'économie, la technique, la science, la culture, l'art. Les coutumes régionales ont une importance limitée, elles ne généralisent pas les sentiments, l'intelligence, les relations humaines. Il ne viendra à l'idée de personne en Catalogne d'inventer une médecine "catalane". Si cette région fait des apports scientifiques en médecine, ceux-ci se généralisent au monde entier.

Certains camarades pourraient dire que la défense de la langue régionale est une question à part. Il faut montrer que ce n'est pas une question déterminante. Mais si on considère que cette position est centrale, on permet à la bourgeoisie de maintenir la population dans un état arriéré, pendant qu'elle-même multiplie ses investissements dans le monde, accroît ses bénéfices partout où elle peut et soutient globalement toutes les guerres contre-révolutionnaires. C'est ce qu'a fait la bourgeoisie espagnole en livrant le peuple sahraoui au pouvoir marocain pour empêcher sa lutte pour un Etat ouvrier au Sahara occidental.

Les Etats ouvriers ont montré la voie de la solution des problèmes de régionalisme,
mais ils manquent encore d'expérience

En Union Soviétique, les régions étaient infiniment plus nombreuses et arriérées que celles d'Espagne. L'URSS a avancé dans la solution de ces problèmes. La bureaucratie elle-même avait intérêt à empêcher le développement d'intérêts régionaux. L'économie se développait dans son ensemble et dans tout le pays. L'objectif du socialisme est d'atteindre une culture universelle. En centralisant l'économie, on centralise également la vision de l'être humain, la science, la technique, l'art. La régionalisation est une entrave à ce processus. L'exemple de l'URSS, de la Chine, de la Yougoslavie a montré que la planification centralisée de l'économie permettait de dépasser les petites limites des régions.

Dans le futur, quand il n'y aura plus de capitalisme ni de bureaucratie dans le monde, la démocratie soviétique pourra se développer librement et chacun pourra travailler en fonction de ses capacités.

Alors, les caractéristiques régionales vont s'inclure, avec ce qu'elles ont de meilleur, dans le développement général de l'humanité. Il n'y aura plus de concurrence.

C'est nécessaire de centraliser l'économie et d'étatiser la propriété, de planifier la production. Ainsi chacun contribuera à généraliser les meilleures expériences. Sinon, on maintient l'arriération culturelle, économique, que ce soit en Espagne ou dans d'autres pays, on maintient la domination et la direction politique de la bourgeoisie.

Les Etats ouvriers manquent d'expérience pour résoudre la question des nationalités. Ils ont encore une conception bureaucratique et sortent à peine de la période de la bureaucratie stalinienne. Mais pendant les sept premières années de son existence sous la direction de Lénine et du Parti Bolchévique, l'Union Soviétique a unifié un grand nombre de nationalités et cela fut une des bases de son grand développement postérieur.

En Espagne, les masses acceptent cette perspective, ce sont les mêmes masses qui s'appuyaient sur l'URSS pendant la guerre civile, elles n'ont pas d'aspirations individuelles ou régionales, elles aspirent à un développement commun. En Espagne, comme partout dans le monde, il fut renverser le capitalisme pour pouvoir développer la culture.

La lutte unifiée pour le socialisme permet de résoudre tous les problèmes

La centralisation de l'économie prépare les bases pour un développement plus homogène de l'intelligence parce qu'elle permet de résoudre les problèmes essentiels de l'humanité. Tous les autres problèmes proviennent de l'organisation de la société sur base de la propriété privée. Ils se résolvent au travers de la lutte des classes. Ils ne résultent pas de conceptions régionalistes, même si celles-ci peuvent influencer certaines couches de la bourgeoisie. Il faut s'appuyer sur le prolétariat pour dépasser tous ces problèmes.

Mais pour cela, la direction du prolétariat doit soutenir le programme et la politique de transformations sociales. Le Parti communiste doit intervenir pour éduquer la population en montrant que les problèmes de l'économie se résolvent par la centralisation. C'est ainsi que l'Union Soviétique a pu sortir en quelques années d'une arriération de siècles. Lénine et Trotsky, les Bolchéviques, ont formé la direction politique qui a résolu ces problèmes.

Le prolétariat doit développer l'économie, la lutte contre le capitalisme dans le reste du monde et la lutte pour le socialisme et, en même temps, il résout les problèmes de régionalisme. En prenant le pouvoir, en planifiant l'économie, en centralisant la propriété, il jette les bases pour résoudre les problèmes du régionalisme.

C'est là une conclusion fondamentale pour les dirigeants ouvriers. L'intervention des syndicats, les luttes des partis tendent à unifier la lutte des masses et, pour ce faire, ils doivent coordonner et mettre d'accord les différentes régions d'Espagne.

Le régionalisme est une soumission aux intérêts de la bourgeoisie

La bourgeoisie catalane est intéressée au régionalisme dans la mesure où elle lutte contre l'appareil administratif de Madrid qui lui impose une série de mesures qui ne lui conviennent pas toujours. Chaque secteur bourgeois veut être celui qui décide. La bourgeoisie catalane n'est pas contre la centralisation en soi, elle est contre la centralisation dirigée par Madrid. Elle veut développer l'Espagne en fonction de ses propres intérêts, qui sont des intérêts de village. En réalité l'Espagne est en conditions d'avoir un grand développement. Le prolétariat est très apte et capable, la

paysannerie mène de nombreuses luttes et la petite-bourgeoisie accompagne le prolétariat et les paysans dans toutes les grandes luttes.

Si la question du régionalisme n'était qu'un problème de langue, il se résoudrait facilement. En fait le problème est celui de la soumission à la bourgeoisie catalane qui canalise la représentation du régionalisme et fait la concurrence au reste du capitalisme, sur le dos des masses assujetties et opprimées de cette région. Elle met toutes les entraves possibles à la lutte de classes et à la solution générale anticapitaliste pour tout le pays.

Historiquement, l'Etat national a représenté un grand progrès. Dans son impuissance à conserver l'Etat national, le capitalisme fragmente celui-ci en régions et tente de tirer profit des conditions qui existaient en Catalogne et en Espagne, pour survivre. Il essaie de soumettre le mouvement ouvrier à ces conditions. S'il s'agissait seulement d'un problème de langue, ce serait facile de le régler. Le prolétariat, la petite-bourgeoisie et les paysans ont déjà compris que la langue ne doit pas empêcher de communiquer avec le reste du monde et le reste de l'Espagne.

Avec le régionalisme, c'est la bourgeoisie catalane qui va dominer

Si les partis ouvriers acceptent la régionalisation, ce n'est pas par crainte d'un coup d'Etat ou d'un coup militaire, mais bien parce qu'ils manquent de préparation théorique et politique marxiste, d'étude de l'expérience historique qui surgit de l'Union Soviétique et de la Chine. Ils s'adaptent aux limitations de la direction de chaque pays au lieu de généraliser les expériences qui viennent des Etats ouvriers. Plus on se soumet aux préjugés locaux, plus on permet que les secteurs arriérés et réactionnaires, tels que l'armée et la bourgeoisie, dominent politiquement le mouvement.

La guerre civile espagnole n'a pas été perdue à cause d'une impuissance interne. La chute de l'Espagne a été possible du fait de la coalition mondiale du capitalisme, aidée directement par les Etats démocratiques et en particulier, par la France de Léon Blum, et du fait du manque d'appui de l'Union Soviétique sous la direction de Staline.

Aujourd'hui les rapports de force sont infiniment meilleurs. L'impérialisme, le capitalisme espagnol et mondial ont laissé tomber Franco, par manque de force pour le maintenir au pouvoir. Depuis 40 ans de franquisme, leur pouvoir économique, social, politique n'a fait que décliner. L'armée toute seule ne suffit pas à dominer. Par contre, les ouvriers, les paysans, la petite-bourgeoisie ont une grande volonté de combat, qui ne s'exprime pas pleinement dans les élections.

La langue, la culture, les coutumes locales ne sont pas un problème si on avance dans la centralisation pour développer l'économie. Sinon, concrètement, le régionalisme signifie que la Catalogne développera son économie en fonction des intérêts de la bourgeoisie catalane. Celle-ci prépare des luttes, des sabotages pour inciter les masses à défendre un Etat catalan et affronter les masses du reste de l'Espagne qui luttent pour instaurer l'Etat ouvrier.

Les communistes et les socialistes analysent les problèmes en excluant l'Espagne du processus mondial de la lutte de classes, Ils ne généralisent pas les expériences qui se sont déjà faites en Union Soviétique. La lutte de classe est harmonieuse, elle ne prétend pas détruire le monde, elle est l'instrument du progrès de l'histoire. Il faut apprendre des expériences de la lutte de classe, dont l'URSS est le fondement essentiel.

L'économie et la société ne fonctionnaient pas sous la dictature de Franco. Si l'impérialisme avait eu la force d'intervenir il aurait empêché la chute de Franco. L'existence de Franco lui convenait, à l'inverse du gouvernement actuel, qui a du laisser une place aux socialistes et aux communistes. La

bourgeoisie espagnole n'est pas devenue antifranquiste, mais elle a dû se débarrasser de Franco parce que l'économie espagnole était en train d'étouffer.

L'audace est un facteur essentiel pour le triomphe de la révolution. Par contre, aujourd'hui, les communistes et les socialistes s'orientent d'un point de vue électoral, font des calculs parcimonieux, soutiennent le pluralisme et l'alternance du pouvoir. C'est absurde de croire que l'économie peut fonctionner ainsi: aujourd'hui la gauche, demain le capitalisme! Si le capitalisme était réellement tout puissant, il assassinerait la moitié du monde, avec toutes les bombes atomiques qu'il détient partout. Il ne peut le faire du fait de l'existence de l'Union Soviétique.

Les progrès de la technique et de la science permettraient de développer l'économie cent fois plus que ce que fait actuellement le capitalisme. Les Etats ouvriers ne peuvent pas le faire, parce qu'ils sont relativement jeunes et qu'ils doivent consacrer une grande partie de leur capacité de production à la préparation de la guerre et au soutien des luttes anticapitalistes. Il existe aussi encore des appareils bureaucratiques qui empêchent un développement plus puissant de l'Etat ouvrier. Mais l'ennemi fondamental de l'Etat ouvrier, c'est le système capitaliste. Ce n'est pas l'Etat ouvrier, même avec sa bureaucratie, qui entrave le progrès, mais c'est bien le système capitaliste.

La nécessité d'un programme de transformation socialiste de l'Espagne

Les partis ouvriers n'ont pas de programme, ils n'offrent pas une issue historique progressiste pour la transformation de la société, l'unification de l'Espagne vers le socialisme, c'est cela qui donne encore une petite chance au capitalisme pour défendre son régionalisme. L'humanité vit aujourd'hui avec un exemple historique indiscutable: la capacité de l'Etat ouvrier de résoudre tous les problèmes. L'Etat ouvrier signifie: étatisation de la propriété, planification de la production, intervention des masses à la direction de la société et de l'économie. Il faut pour cela que les masses puissent réellement intervenir.

Par contre, les régionalistes font accepter des positions par les secteurs plus arriérés de la société, en se présentant comme porte-parole d'une aspiration populaire; en réalité il n'en est rien. Ils sont représentants d'une aspiration de capitalistes locaux contre les autres capitalistes et, surtout, contre les masses, contre les luttes qui tendent vers le programme de la révolution, de la transformation socialiste de la société.

L'intelligence des masses du monde s'exprime par un fait très concluant: les masses des pays les plus arriérés du monde, d'Asie, Amérique Latine, Afrique, prennent exemple sur l'URSS pour progresser. Les masses qui vivent dans un Etat féodal ou semi-féodal et même parfois esclavagiste, passent directement à l'instauration d'un Etat ouvrier. Comment croire alors que les masses aspirent au régionalisme? Elles cherchent le progrès, dont la forme la plus élevée est la centralisation de la culture, de la science, de la technique et de l'économie, et elles y incorporent des traditions régionales qui ne font aucun tort au progrès général. Le capitalisme est impuissant à développer la science, l'art et la culture car tout progrès va contre lui. Par contre, les masses des pays les plus arriérés acceptent le régime social plus avancé et n'aspirent pas à dominer les autres.

Lénine et Trotsky ont déjà analysé comment on peut passer du féodalisme et de l'esclavage à l'Etat ouvrier. La IVe Internationale Posadiste se base sur cette analyse. Dans les pays les plus petits, les plus arriérés d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique Latine les conditions économiques pour ce passage n'existent pas. Mais elles existent dans le reste du monde, elles développent leur influence et élèvent l'intelligence des masses. C'est ainsi que l'histoire fait ce bon dialectique et les masses passent du féodalisme à une économie étatisée, centralisée et planifiée, même si les conditions locales n'existent pas. Ces conditions n'existaient pas en Angola, mais elles existaient en Union Soviétique, ainsi qu'au sein du prolétariat portugais, français, italien qui ont donné l'exemple.

Le progrès de l'intelligence humaine est un facteur essentiel de la phase actuelle de l'histoire. Les camarades des directions socialistes, communistes, des syndicats UGT et Commissions Ouvrières, doivent se baser sur cette compréhension du niveau de l'intelligence humaine, représentée par le prolétariat, qui permet à l'histoire d'avancer par bonds, de passer de la tribu à l'Etat ouvrier.

La fonction des partis ouvriers, des syndicats est beaucoup plus simple et plus facile qu'à l'époque de Lénine, parce que les masses ont l'intelligence et la compréhension d'accepter comme un progrès de l'histoire le fait de dépasser les limites des intérêts individuels. Dans les pays qui connaissent encore une organisation tribale, les paysans devraient aspirer à posséder leur lopin de terre. Par contre, quand on leur demande ce qu'ils veulent, ils répondent: "il faut collectiviser la terre pour pouvoir tous travailler".

Il ne s'agit pas de sauter des étapes, mais de combiner les étapes. Dans certains pays d'Afrique comme le Mozambique ou l'Angola, il y a des mouvements politiques qui proposent de passer directement à l'Etat ouvrier et ils posent des principes communistes, comme: "à chacun selon ses besoins". Il ne faut plus attendre des siècles pour cela.

En Espagne également, il faut compter sur ce rapport de forces mondial, qui empêche le capitalisme d'intervenir. On n'est plus à l'époque du fascisme. Franco a dirigé le pays pendant 40 ans, il a dû s'en aller. Si la bourgeoisie n'a pas pu maintenir Franco, ni Hitler, ni Mussolini, c'est parce qu'elle est à contre-courant des forces de l'histoire. Les rapports de force dans le monde sont tels que l'Union Soviétique ne peut permettre une régression, ni le retour du fascisme en Espagne ni dans aucun autre pays d'Europe.

J. POSADAS

3 mars 1978.